Au tournant du dix-neuvième siècle, les socialistes européens vivent une grande transition. L'autodissolution de l'Association internationale des travailleurs (AIT) et surtout, la défaite de la Commune, mettent temporairement fin à l'utopie d'une grande révolution qui devait ouvrir le chemin vers le socialisme[1]. Mais en dépit du vent de répression, des mouvements socialistes progressent. Ils gagnent des sièges au parlement et dans les municipalités. Ils se rallient une importante fraction des intellectuels. Des syndicats arrachent le droit d'exister. Des pourparlers ont lieu pour reconstituer une plateforme internationale (la future Internationale socialiste, dite Deuxième Internationale).

Dans cette effervescence, plusieurs grands débats ont lieu. Le premier découle en partie des succès des socialistes, où apparaît l'idée que l'avènement d'une nouvelle société peut prendre forme sans une rupture fondamentale et radicale, dans une perspective « possibiliste » qu'inspire Éduard Bernstein. Pour autant, la majorité des socialistes, dont Karl Kautsky, estime que le socialisme reste l'objectif immédiat, en partie parce qu'il s'inscrit dans le « mouvement de l'histoire », en partie parce que les forces qui s'accumulent laissent penser qu'un basculement est pensable.

Le deuxième débat prend forme sur les questions nationales et coloniales. À l'origine, la perspective socialiste, notamment celle de Marx et d'Engels, part du principe que la transformation doit être menée par les mouvements dans les pays capitalistes avancés, laissant dans l'ombre les peuples « arriérés ». Mais cette option devient contestée, au fur et à mesure que la question nationale rebondit, surtout en Europe centrale et orientale, où des peuples luttent pour leur libération. Dans la périphérie lointaine qui est alors le site d'une grande restructuration coloniale, la terrible chape de plomb de l'oppression coloniale se confronte à de grandes révoltes, ce qui fait penser à des socialistes européens que le combat anticapitaliste ne peut aller nulle part s'il ne devient pas anticolonial.

L'honorable vieillard

Au crépuscule de sa vie, Friedrich Engels représente la tradition d'un passé glorieux, révolutionnaire et militant, associé aux grandes luttes démocratiques de 1848, à la fondation de l'AIT et à la Commune. Engels se présente avec l'assurance d'une personne qui détient les clés d'une « science marxiste », une sorte de matrice théorique permettant de comprendre le monde et surtout de le changer. Le vénérable vieillard se consacre à divers travaux qui continuent d'avoir un large écho[2]. Il entretient parallèlement une abondante correspondance avec plusieurs mouvements socialistes. Son autorité est à la fois morale et réelle.

En gros, Engels croit sincèrement que le capitalisme arrive en fin de course. Il pense même que l'Allemagne, où le grand parti socialiste (SPD) ne cesse d'avancer, pourrait être « le théâtre de la première grande victoire du prolétariat européen »[3]. Cet optimisme s'appuie sur une vision linéaire de l'histoire, qu'il expose notamment dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884). Du « communisme primitif », les sociétés se transforment et constituent des États, qui sont par la suite centralisés et restructurés par le capitalisme. Peu à peu, les conditions se mettent en place pour le grand saut vers le socialisme. Cette perspective totalisante, européocentrée, érigea « le modèle évolutif particulier d'un continent en monopole universel »[4].

Le voyage en Amérique

À l'été 1888, Engels décide de visiter son ami Friedrich Adolph Sorge, un socialiste allemand exilé aux États-Unis depuis plusieurs décennies. Ferme partisan de Marx et d'Engels, Sorge est impliqué dans les cercles socialistes germanophones aux États-Unis, sans être par ailleurs intimement lié aux mouvements américains (syndicats, afro-américains, féministes, ruraux, etc.). Comme les socialistes européens, il estime que ces mouvements ne correspondent pas au « modèle » socialiste[5]. Par ses liens avec Marx et Engels, Sorge sort de la pénombre en devenant brièvement le secrétaire général de l'Association internationale des travailleurs (AIT), quand Marx et Engels décident de relocaliser le siège à New York. Choix funeste ou délibéré, cette décision sonne le glas de l'Internationale qui se déconnecte des mouvements européens, alors le « centre du monde » socialiste. Finalement, l'AIT, dissoute en 1878, ne laisse pratiquement de traces, sinon un souvenir qui sera plus tard récupéré par la Deuxième et la Troisième Internationales.

Engels débarque à Boston en août 1888. Après avoir visité New York, il passe quelque temps à Hoboken (New Jersey) chez Sorge. À la fin du mois, il visite les chutes Niagara, puis traverse la frontière vers Toronto pour arriver enfin à Montréal en septembre où il passe quelques jours dans le cadre d'une visite privée et touristique. Ceci ne l'empêche pas d'observer et de livrer ses réflexions à son ami Sorge :

> Le Canada est riche de maisons ruinées plus que tout autre pays sauf l'Irlande. Nous essayons ici de comprendre le français canadien, qui est un langage encore plus primitif que l'anglais yankee (*that language beats Yankee English hollow*) […] La transition des États-Unis vers le Canada est étrange. Au début, on peut s'imaginer qu'on est en Europe, jusqu'à tant qu'on s'aperçoive qu'on est dans un pays qui régresse et qui est décadent. Ici, on constate que le fiévreux esprit spéculatif des Américains est nécessaire pour assurer le développement rapide d'un nouveau pays (à condition qu'on considère la production capitaliste comme une base de départ). D'ici 10 ans, ce Canada endormi sera mûr pour l'annexion. De toute manière, le pays est déjà annexé à moitié. Ils (les Canadiens) peuvent rechigner et résister comme ils le veulent. La nécessité économique du sang yankee ira de l'avant et abolira cette ridicule frontière[6].

Le jugement d'Engels est sans appel : les Canadiens, en particulier les Canadiens français, sont des péquenots, une sorte de peuple « sans histoire », condamné à la disparition devant le « dynamisme » yankee. Évidemment, Engels ignore tout de l'histoire de ce pays, de ses mouvements populaires et de ses luttes sociales. Il ne voit pas que la polarisation de classe est superposée à une domination nationale qui place les Québécois dans une situation de subordination. Il n'a jamais entendu parler de la révolte républicaine de 1837-1838 et même pas, quelques années avant sa visite, de la rébellion des Métis. Il ne sait pas que Montréal demeure le site d'un mouvement ouvrier dynamique animé par des syndicats militants. En fin de compte, le vieux sage n'a rien vu ni compris. On pourrait dire alors qu'une simple lettre, oubliée par le temps[7], ne garde aucun sens, mais en réalité, cette anecdote n'est peut-être pas aussi insignifiante qu'elle en a l'air.

Les peuples sans histoire

Dès leur irruption dans le monde politique et intellectuel européen, Marx et Engels construisent une vision de l'histoire où les luttes des classes, avec comme principal protagoniste le prolétariat, sont au centre. Ces luttes du prolétariat visent à dépasser le capitalisme, dans une lutte internationale, qui ne respecte ni les frontières ni les États-nations. Ces réalités sont des caractéristiques d'une société vouée à disparaître : « les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent ». Cependant, Marx et Engels ajoutent une phrase un peu sibylline : « Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore national, quoique nullement au sens bourgeois du mot »[8]. On n'est plus tout à fait sûr de comprendre. Le prolétariat est « national » et « international » en même temps.

Conquérants et conquis

Selon Marx et Engels, la révolution surviendra dans les centres industriels avancés, comme en Angleterre. Il y a d'autres lieux et d'autres luttes, mais l'Histoire avec un grand H se mène là où le capitalisme est achevé. Certains peuples sont révoltés, mais ils sont en même temps figés dans le temps. Ce sont des peuples en dehors de la modernité, en face desquels s'érigent des peuples « conquérants ». C'est le cas notamment aux États-Unis que Marx et Engels connaissent peu, mais qu'ils admirent. En 1848, Engels applaudit la violente conquête du Mexique par les États-Unis. Les Mexicains, dit-il, sont un « peuple paresseux ». Les États-Unis apportent la « civilisation » et bien que cette agression soit illégale et immorale, cela n'est pas important « pour l'histoire du monde »[9].

En périphérie de l'Europe, dans les Balkans, des peuples réclament leur émancipation de l'Empire austro-hongrois. Cependant, selon Engels, les Serbes, les Tchèques, les Slovaques, les Roumains vont à l'encontre de l'histoire :

> « Des peuples qui n'ont jamais eu leur propre histoire, qui passent sous la domination étrangère à partir du moment où ils accèdent au stade le plus primitif et le plus barbare de la civilisation, ou qui ne parviennent à ce premier stade que contraints et forcés par un joug étranger, n'ont aucune viabilité, ne peuvent jamais parvenir à quelque autonomie que ce soit ».

Comme les socialistes allemands et autrichiens, Engels pense que ces peuples « sans avenir » doivent simplement accepter leur assimilation par une civilisation supérieure.

Le charme discret du colonialisme

L'idée de la nécessaire conquête des « petits » peuples prend une autre tournure au moment où le capitalisme européen entreprend d'imposer sa domination sur l'Afrique et en Asie. Marx et Engels voient ces aventures coloniales sous l'angle d'une modernisation « nécessaire ». Pour Hegel dont l'influence sur Marx et Engels est perceptible, il est « naturel » que des nations civilisées considèrent d'autres nations « inférieures »[10]. Malgré les pratiques de prédation et de pillages qui découlent du colonialisme, le capitalisme

européen permet aux peuples « sans histoire » d'y entrer, comme en Algérie :

> « La conquête de l'Algérie est un fait propice au progrès de la civilisation. Si l'on peut regretter que la liberté ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes Bédouins sont un peuple de voleurs. Après tout, le bourgeois moderne avec la civilisation, l'industrie, l'ordre et les "lumières" qu'il apporte tout de même est préférable au seigneur féodal ou au pillard de grand chemin et à l'état barbare de la société à laquelle ils appartiennent »[11].

En ce qui concerne l'Inde, Marx estime que ce pays barbare, stagnant, fondé sur le despotisme oriental, pourrait être avantagé par la conquête coloniale, car celle-ci, au-delà des atrocités commises contre les Indiens, permettra une transformation radicale de ce pays :

> « il se pourrait que la colonisation britannique ait été un instrument inconscient de l'Histoire en provoquant cette révolution »[12].

*

> *Bifurcation : le second regard de Marx*. — À la fin de sa vie, Marx prend une certaine distance par rapport à cette vision linéaire du monde. Sur l'Inde, il constate que le colonialisme se traduit par une « fausse » modernisation qui, en fin de compte, fait en sorte que la misère et le pillage des colonies nourrissent en quelque sorte le développement capitaliste des métropoles[13]. Face aux luttes nationales en Europe, il pense finalement qu'elles ont du sens, pourvu qu'elles soient utiles à la lutte pour le socialisme. Face à la situation en Irlande, un des maillons faibles du dispositif du pouvoir en Angleterre capitaliste, il faut être partisan de l'indépendance, parce que « la classe ouvrière anglaise ne pourra jamais faire quelque chose de décisif tant qu'elle ne rompra pas de la façon la plus nette avec la politique des classes dominantes et qu'elle ne fera pas cause commune avec les Irlandais »[14]. Cet intérêt pour les luttes d'indépendance (la Pologne et l'Irlande, notamment) est parallèle aux recherches ultimes de Marx sur la Russie, à l'époque un État hybride, féodal et monarchique d'une part, capitaliste d'autre part. En analysant cette question, Marx en vient à penser qu'il n'y a pas un chemin unique dans l'histoire, que la trajectoire des pays comme l'Angleterre n'est pas un « modèle » inévitable, et qu'il importe de sortir du cadre rigide qui est en train de devenir le « marxisme »[15].

*

L'angle mort du socialisme

Pour Marx et Engels finalement, les mouvements socialistes peuvent s'impliquer dans certaines luttes pour l'indépendance ou la décolonisation, *si et seulement si* elles permettent l'avancée des « vraies » luttes socialistes. Engels accepte, davantage par résignation que par conviction, que la révolution socialiste doive passer par l'indépendance des peuples dominés. Cependant, ajoute-t-il, les « pays sous simple domination peuplés d'indigènes (les Indes, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles) devront être provisoirement pris en charge par le prolétariat et conduits à l'indépendance

aussi rapidement que possible »[16].

Le débat sur le droit à l'autodétermination

Au début du vingtième siècle, l'utopie de la révolution socialiste « universelle » renaît dans la Deuxième Internationale (inaugurée à Paris en 1901). De grands partis socialistes européens, comme le SPD en Allemagne, progressent de manière fulgurante, tant au nombre des effectifs que par l'influence qu'ils exercent dans les municipalités, les syndicats et d'autres institutions. Pour autant, la question nationale demeure un terrain miné. Dans les Balkans, les « peuples sans histoire » réclament leur indépendance face aux empires tsariste et austro-hongrois et ottoman.

Face à cette crise qui se transforme en guerres interminables, les socialistes sont divisés. Certains, comme Karl Kautsky, acceptent d'intégrer les revendications nationales comme des objectifs démocratiques valables. Cependant, dit-il, ces droits nationaux doivent être soumis « aux besoins du développement social général dont la force motrice la plus puissante est la lutte de classes du prolétariat »[17]. Par ailleurs, en admettant que ces droits puissent être reconnus, Kautsky veut préserver l'intégrité territoriale de l'empire austro-hongrois, qui reste, selon lui, porteur de modernité et de progrès social, contrairement à de « petits » États indépendants qui pourraient surgir de la dislocation de cet empire.

Rosa Luxemburg est d'accord avec Kautsky. Dans son pays natal (la Pologne, alors une province de l'empire tsariste), elle estime que la lutte pour l'indépendance est « un slogan appartenant à la panoplie du libéralisme bourgeois ». « La substance et l'essence de l'État moderne n'incluent pas la liberté et l'indépendance de la « nation », mais uniquement la domination de classe de la bourgeoisie ». L'opinion socialiste, si on peut dire, partage ce refus, comme l'exprime Anton Pannekoek : « Les mots d'ordre et les objectifs nationaux divisent les ouvriers des différentes nations, provoquent leur hostilité réciproque et détruisent ainsi l'unité nécessaire du prolétariat ». Il y a toutefois des voix critiques, dont celle d'Otto Bauer, qui lutte non seulement pour la reconnaissance des revendications nationales, mais aussi pour des solutions politiques, en reconnaissant aux nations dominées le droit d'exiger l'autonomie culturelle, à l'intérieur des États multinationaux.

De la révolte des colonies à l'irruption des soviets

Pendant que ces débats traversent les mouvements européens, la crise des colonies éclate un peu partout. Des massacres sans précédent surviennent en Namibie, au Congo, au Maroc. En 1907, le Congrès de l'Internationale à Stuttgart (Allemagne) est la scène d'un débat instructif. Pour Éduard Bernstein, « les colonies sont là pour de bon. Les peuples civilisés doivent guider les peuples non civilisés. Notre vie économique repose sur des produits qui viennent des colonies que les indigènes ne peuvent pas utiliser »[18]. Jean Jaurès appuie la colonisation de l'Algérie, tout en dénonçant la brutalité de l'armée coloniale. Les Algériens, dit-il, sont « des enfants ». On pourra les civiliser en construisant des écoles, conclut-il.

*

Bifurcation : l'Internationale communiste et la révolte des peuples. — En 1917 en

Russie, Lénine pense que l'irruption dans l'histoire de ces « petits » peuples (50% de la population de l'empire tsariste) est la clé de la révolution. Il préconise l'acceptation sans condition du droit à l'autodétermination, y compris le droit de constituer des États indépendants[19]. Les socialistes doivent appuyer ce nationalisme des dominés, dit-il, qui n'est pas celui des dominants[20]. Parallèlement, le nouveau pouvoir soviétique lance un grand mouvement anti-impérialiste. Lors du Congrès peuples de Bakou (1920), Grigori Zinoviev, au nom de l'Internationale, affirme, « Nous nous ne pourrons abolir définitivement l'exploitation de l'homme par l'homme que si nous allumons l'incendie révolutionnaire, non seulement en Europe et en Amérique, mais dans le monde entier »[21]. Pour le communiste indien M.N. Roy, « par l'exploitation des masses dans les colonies, l'impérialisme européen est en mesure d'offrir à l'aristocratie ouvrière d'Europe une concession après l'autre. La destruction des empires coloniaux, ensemble avec la révolution prolétarienne dans les métropoles, renversera le système capitaliste en Europe ». L'IC affirme la nécessité de « soutenir, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux »[22]. En France, le Parti communiste organise l'appui à la révolte anticoloniale au Maroc. André Marty lance un appel : « Les travailleurs français doivent soutenir les Rifains et considérer les peuples coloniaux comme des frères de misère puisqu'ils luttent contre le même ennemi. Tous les marchandages des brigands impérialistes qui se sont partagé l'Afrique et le Maroc sans consulter les populations sont nuls et non avenus. Quand nous affirmons qu'un peuple a le droit de disposer de lui-même, nous reconnaissons à toute colonie ou à tout État assujetti le droit de se séparer de l'État qui l'opprime, et cela, s'il le faut, par l'insurrection[23] ».

*

À la fin des années 1920, l'IC abandonne peu à peu l'idée de cette révolution qui viendrait des peuples dominés. Sous l'influence de Staline, la politique de Moscou vise à instrumentaliser les mouvements de libération nationale. Par exemple, Moscou impose aux communistes chinois de se subordonner au mouvement nationaliste, le Kouo-Min-Tang. Ailleurs, en dépit de soubresauts ici et là, l'appui aux mouvements de libération est relégué à de belles déclarations, d'autant plus que face au péril nazi, l'URSS s'allie aux puissances impérialistes et coloniales.

*

Bifurcation : l'exploration de Gramsci. — Après les grèves insurrectionnelles en Italie en 1919, Antonio Gramsci observe le grand reflux de la gauche italienne qui facilite la mise en place du régime fasciste de Mussolini. Il estime que cette défaite est en partie due aux défaillances du Parti communiste italien. Le PCI ignore tout de la question « méridionale », c'est-à-dire la fracture qui subsiste en Italie entre le sud, agraire, féodal, sous-développé, et le nord industrialisé, scolarisé et (relativement) prospère. L'idéologie moderniste qui prévaut, y compris au sein de la gauche, occulte la réalité du sud de l'Italie qui est vue comme un autre pays. En réalité, ce sud paysan est une sorte de colonie intérieure du capitalisme italien. Par ailleurs, l'Italie n'a pas complété son unification et reste un « patchwork » de

nationalités aux contextes culturels, politiques, économiques fort différents. Venant de la Sardaigne, une région périphérique de l'Italie, Gramsci est bien conscient de ces contradictions. Cette situation est soutenue par un dispositif culturel et idéologique au sein duquel les classes populaires du Nord en viennent à penser que les gens du Sud sont « paresseux, incapables, criminels ». Il faut absolument, si on veut que la gauche avance, dit Gramsci, briser ces préjugés et reconstruire un projet hégémonique, pour l'ensemble des classes populaires, ce qui, « compte tenu des rapports réels qui existent entre les classes (doit) réussir à obtenir l'assentiment des larges masses paysannes ». Dans ses Cahiers de prison, il explique qu'il faut « nationaliser » le marxisme, l'ancrer sur une analyse des conditions concrètes et marquer la rupture avec un socialisme « contaminé par un langage vague et purement idéologique pour lui donner un contenu de politique réaliste »[24].

*

Après la guerre, la social-démocratie européenne, avec l'appui de certains partis communistes (comme le PCF), reprend le flambeau de la « civilisation européenne ». L'impasse politique marquée dans le contexte de la lutte de libération nationale en Algérie divise et affaiblit la gauche, tout en éloignant les mouvements anti-impérialistes, ce que dénoncent les interventions d'Aimé Césaire et Frantz Fanon (1926-1961). Globalement, les mouvements d'émancipation nationale du Sud décident de trouver leur propre chemin.

Le fantôme d'Engels

Terminons par l'anecdote du début. Au Canada, Engels découvre un autre peuple « sans histoire ». Par la suite et dans la tradition engelsienne, le socialisme canadien reste autiste sur les questions nationales. Il ignore la résistance qui se manifeste au Québec contre l'impérialisme britannique (notamment lors la Première Guerre mondiale). Il ignore l'oppression nationale du peuple québécois et la réalité coloniale des peuples autochtones.

En réalité, ce choix a des conséquences immenses. Au Canada, le bloc hégémonique s'est construit depuis la Conquête (1759-1760), plus encore depuis la défaite de l'insurrection républicaine de 1837-1838, par un pouvoir des classes qui s'appuie sur la subjugation des peuples, notamment le peuple québécois et les peuples autochtones. Certes, cette subjugation n'est pas du même ordre, car les Québécois, ou devrait-on dire leur élite, obtiennent des pouvoirs subsidiaires qui leur permettent de sortir du cadre strictement colonial. Cela ne change rien au fait que la « Confédération » canadienne mise en place (1867) enferme le Québec dans un cadre qui bloque à la fois l'émancipation nationale et l'émancipation sociale. Cette politique, inspirée par la gouvernance britannique du « *divide and rule* », permet de fragmenter les couches populaires selon des définitions ethnistes, appuyées par des pratiques de discrimination qui fragmentent la conscience populaire. Au bout de la ligne, l'État canadien réussit à manipuler une culture de l'exclusion qui pénètre les milieux populaires canadiens pour qui les Canadiens français apparaissent comme une bande de demeurés, comme les paysans du sud de l'Italie pour les ouvriers italiens. Cette vision du monde domine le socialisme et le communisme canadien pendant une très longue époque, jusqu'à ce que surgisse une perspective de gauche au Québec, liant émancipation sociale et émancipation nationale.

L'essor du socialisme au Québec

Dans le tournant des années 1950, le vieux discours socialiste, ambivalent (au mieux), hostile (au pire) face à la question nationale devient déconnecté de la réalité politique québécoise. En laissant derrière elle des perspectives dogmatiques et anhistoriques, une nouvelle gauche tente de transcender le marxisme ossifié de la Deuxième et de la Troisième Internationales. Tout en s'opposant au nationalisme des élites québécoises ascendantes portées par le parti nationaliste bourgeois (le Parti Québécois), la gauche préconise un nouveau projet, où l'indépendance du Québec « serait le moment d'un nouveau rapport de forces, d'une brèche dans le système de domination capitaliste en Amérique du Nord, d'où l'opposition irréductible qu'elle suscite dans la bourgeoisie à l'échelle internationale ». C'est ce qu'expriment alors les militants-es du Regroupement pour le socialisme, une des formations de la nouvelle gauche qui apparaît alors :

> Nous nous réclamons d'une tradition socialiste où la question nationale est vue comme un levier qui, lorsque certaines conditions sont réunies, peut favoriser considérablement la lutte pour le socialisme. Dans ce courant, la lutte contre l'oppression nationale, pas seulement en mots, mais aujourd'hui et en conjoncture, est vue non pas comme une lutte secondaire qui risque de distraire du socialisme ni comme une lutte qui sera automatiquement résolue avec la victoire du socialisme, mais comme un axe stratégique incontournable dès maintenant dans la lutte historique pour le socialisme[25].

Selon diverses modalités, ce socialisme québécois pourrait rejoindre les aspirations socialistes dans le reste du Canada, également pour faire la jonction avec les luttes anticoloniales des premières nations. Aujourd'hui, on en est encore à explorer ces sentiers. La convergence entre la lutte pour l'émancipation sociale et celle pour l'émancipation nationale reste à l'ordre du jour.

Pour ne pas conclure

La tâche de comprendre l'enchevêtrement des contradictions à l'œuvre dans la société reste aussi ardue qu'elle l'a toujours été. Engels et Marx ont ouvert plusieurs pistes, certaines s'avérant plus fructueuses que d'autres. Marx le savait, l'Angleterre du dix-neuvième siècle n'était pas un « modèle », les autres formations sociales ayant leurs propres traits, leur propre dynamique. Engels a pour sa part erré sur les « peuples sans histoire » et les mouvements dans des formations sociales assujetties par le capitalisme-impérialisme européen, qu'il ne connaissait tout simplement pas.

Considérer que l'avenir de l'Inde, de l'Algérie, du Mexique ou du Québec, devait passer par l'assimilation à ce qui était considéré comme les pays du capitalisme « avancé » était en fin de compte une grave erreur théorique et politique, que le mouvement socialiste, de son avènement à plusieurs décennies plus tard, a malheureusement intériorisé. La conséquence est que des socialistes ont fini par appuyer les ignobles aventures coloniales et impérialistes des États capitalistes « avancés ».

Il est plutôt consternant de constater que ce colonialisme de « gauche » continue de sévir aujourd'hui dans les pays capitalistes, selon la logique tordue qu'il est nécessaire de

« civiliser » les barbares, comme le dispositif du pouvoir capitaliste et impérialiste prétend le faire en Afghanistan, en Irak, en Palestine et ailleurs. Cette opération de camouflage est souvent soutenue par des gauches enlisées dans l'idée inavouable d'un « modèle occidental », qui n'a, en réalité, d'autre but que de perpétuer le « bon vieux pillage »[26].

*

Une version antérieure de ce texte a été publiée sur le site de la revue critique québécoise Raisons sociales*. La présente version a été entièrement et substantiellement modifiée.*

Image en bandeau : Montréal, rue Saint-Jacques, 1896 (via le site de la FTQ).

références

références

⇧1 *L'Internationale sera le genre humain. De l'Association internationale des travailleurs à aujourd'hui,* sous la direction de Thierry Drapeau et Pierre Beaudet, Montréal, M Éditeur, 2015.

⇧2 Voir *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884.

⇧3 Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, préface à l'introduction de la première édition anglaise, 20 avril 1892.

⇧4 Arif Dirlik, « Marxisme et histoire chinoise : la globalisation du discours historique et la question de l'hégémonie dans la référence marxiste à l'histoire », *Période*, 28 avril 2016.

⇧5 Mark Lause et Timothy Messer-Kruze, « L'AIT et les États-Unis », dans *L'Internationale sera le genre humain*, *op. cit.*

⇧6 Engels, *Lettre à Adolph Sorge*, 10 septembre 1888 (la traduction est de l'auteur de ce texte).

⇧7 Il n'existe aucune autre trace de rencontres, de débats ou d'enquêtes d'Engels durant cette courte période où il réside à Montréal.

⇧8 Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste du parti communiste*, 1847.

⇧9 Engels, *Le panslavisme démocratique*, 1849. Idem pour la citation suivante.

⇧10 Hegel, *Morceaux choisis*, Paris, Gallimard, 1939, p. 434.

⇧11 Friedrich Engels, "Abd el-Kader", *The Northern Star*, 22 janvier 1848 ; cité par Gilbert Badia, *Marxisme et Algérie*, *Textes de Marx et d'Engels*, Paris, UGE, 1976.

⇧12 *Les socialistes et la question nationale. Pourquoi le détour irlandais ?,* Textes choisis et introduits par Pierre Beaudet, Paris, L'Harmattan, 2015.

⇧13 Kevin Anderson,, « Capitalisme et colonialisme : sur la dialectique de la race et de la classe chez Marx », dans *L'Internationale sera le genre humain*, *op. cit*. [Du même auteur, voir « Sur la dialectique de la race et de la classe. Les écrits de Marx sur la guerre civile, 150 ans plus tard », *Contretemps.eu*, 24 juin 2013 – NdR].

⇧14 Karl Marx, *Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne*, 1847.

⇧15 Daniel Bensaïd, « Marx, L'histoire et ses démons », 1995.

⇧16 Engels, *Lettre à Kautsky*, 1892.

⇧17 Voir *Les socialistes et la question nationale. Pourquoi le détour irlandais ?, op. cit.* Idem pour les deux citations suivantes.

⇧18 *L'Internationale sera le genre humain*, *op. cit.*, p. 143.

⇧19 Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, 1916.

⇧**20** Cette reconnaissance est sans doute motivée pour des raisons tactiques, sachant que la révolution soviétique ne peut pas avancer sans l'appui déterminé des peuples dominés en Pologne, dans les pays baltes, dans le Caucase.

⇧**21** *Les socialistes et la question nationale*, *op. cit.* Idem pour la citation suivante.

⇧**22** Internationale communiste, 2e congrès, juillet 1920, « Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste ».

⇧**23** André Marty, *On croit se battre pour la patrie*, 1926.

⇧**24** Antonio Gramsci, *Notes sur Machiavel*, 1931-1933.

⇧**25** Pierre Beaudet, Qu*el socialisme ? Quelle démocratie ? La gauche québécoise au tournant des années 1970-80*, Montréal, Varia, 2016.

⇧**26** Alain Badiou, *Le réveil de l'histoire*, Paris, Lignes, 2011.